



De CGT ST Microelectronics France

Le 9 juin 2021

Objet Interpellation de l'Etat actionnaire sur la politique d'optimisation fiscale de STMicroelectronics

A Monsieur le Ministre de l'Economie,

Nous avons suivi avec intérêt les annonces faites le 5 juin sur la taxation des multinationales.

Bien que les mesures envisagées soient fort timides (le taux de 15% est bien bas comparé aux taux français actuels ou annoncés), elles montrent que la **pression de l'opinion publique mondiale** se renforce concernant l'optimisation fiscale des multinationales.

Nous avons aussi entendu vos propres déclarations, suivant lesquelles ceci ne serait « qu'un point de départ ».

Nous voulons donc attirer votre attention sur la situation de notre société multinationale, STMicroelectronics, qui a la particularité d'avoir parmi ses actionnaires clefs deux États Européens, la France et l'Italie.

Tout d'abord, **remarquons que notre société n'arrive même pas à ce taux très faible de 15% des résultats.** Voici les chiffres de l'impôt versé - mondialement - par l'entreprise, en pourcentage du résultat mondial.

	POURCENTAGE IMPOSITION
2018	6,9 %
2019	13,1 %
2020	12,5%

Mais le point le plus troublant est que **notre entreprise ne paye quasiment pas d'impôt en France.**

	MONTANT IMPÔT PAYE EN FRANCE
2018	- 0,1 M€
2019	0,3 M€
2020	1 M€ estimé

Comment est-ce possible, d'autant que la France représente près du quart des effectifs et que l'entreprise y possède de grands centres industriels et une forte activité de R&D ? Sachant que l'Italie semble se trouver dans la même situation, **ne s'agit-il pas d'une sous-valorisation arbitraire de la valeur ajoutée créée dans ces pays ?**

De même, nous sommes très étonnés de voir que des **immobilisations très importantes sont affectées aux Pays-Bas**, certes siège de la holding, mais qui n'ont ni usine, ni centres de R&D. (cf : tableau en bas de page)

Tout ceci a des conséquences dommageables pour notre pays, en terme de ressources fiscales perdues et, par ricochet, sur la participation des salariés français aux bénéfices, absente.

Nous avons interrogé la direction sur ce sujet, ainsi que le sujet connexe du lieu d'imposition des dirigeants de l'entreprise. Il nous a été répondu que « *la réglementation fiscale de notre pays répond à des critères très précis que bien entendu nous respectons* ». Cette réponse laconique nous paraît très insuffisante.

Aussi, Monsieur le Ministre de l'Économie, nous nous adressons à vous pour mener les investigations nécessaires.

Veillez recevoir nos meilleures salutations,

Pour la CGT ST France

Marc LEROUX, délégué syndical central

The following is a summary of operations by entities located within the indicated geographic areas for 2020, 2019 and 2018. Net revenues represent sales to third parties from the country in which each legal entity is incorporated. Long-lived assets consist of property, plant and equipment, net (PP&E, net). A significant portion of property, plant and equipment expenditures is attributable to front-end and back-end facilities, located in the different countries in which the Company operates. As such, the Company mainly allocates capital spending resources according to geographic areas rather than along product segment areas.

Net revenues

	December 31, 2020	December 31, 2019	December 31, 2018
Netherlands	2,795	2,842	2,917
France	89	108	127
Italy	52	59	64
USA	976	1,157	1,132
Singapore	5,817	4,857	4,873
Japan	479	520	534
Other countries	11	13	17
Total	10,219	9,556	9,664

Property, plant and equipment

	December 31, 2020	December 31, 2019
Netherlands	1,046	897
France	905	726
Italy	1,213	900
Other European countries	118	117
USA	24	25
Singapore	604	670
Malaysia	186	218
Other countries	500	454
Total	4,596	4,007